

FRANCO *plus*

L'AUTOMNE RAMÈNE COLORIS SUR LA BAIE

Pour une sixième année, l'automne apporte avec lui l'exposition d'arts visuels *Coloris sur la Baie* qui aura lieu les 29 et 30 octobre, de 10 h à 16 h, à l'hôtel River Rock Inn, à Rockland. Plus de 450 œuvres de 35 artistes de l'Est de l'Ontario et du Québec seront exposées. *Coloris sur la Baie* remettra, pour une troisième année, les recettes de l'événement au Centre de cancérologie de L'Hôpital d'Ottawa. L'entrée est libre. Des denrées non périssables destinées au Centre d'Aide de Rockland sont cependant acceptées.

LeDroit

QUESTION D'INFLUENCE À CJFO

Sylvain Ladouceur, directeur général de la Fondation de l'Université du Québec en Outaouais, présentera des personnalités de la région sous un nouvel angle, dès lundi. Sur les ondes du CJFO 94,5 fm, il animera une nouvelle émission intitulée *Question d'influence*. Pendant une heure, il sera question du parcours de vie des invités, « ce qui les a inspirés et influencés », explique M. Ladouceur. On accordera aussi une place importante aux événements et anecdotes de la vie des invités, « connus et moins connus ». Le sénateur Pierre-Hughes Boisvenu, l'entrepreneur Eugène Tassé et le recteur de l'Université du Québec en Outaouais, Jean Vaillancourt, ont confirmé leur présence. Nos chroniqueurs Denis Gratton et Pierre Bergeron sont aussi sur la liste des invités potentiels. L'émission sera diffusée tous les lundis, à compter du 17 octobre, de 18 h à 19 h.

LeDroit

Fondation des écoles catholiques du Centre-Est

De l'aide supplémentaire pour les élèves dans le besoin

La pauvreté fait des ravages dans les écoles d'Ottawa. Aussi le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) a-t-il décidé d'agir en créant une fondation pour venir en aide aux élèves démunis et à leurs familles.



CHARLES THÉRIAULT
ctheriault@ledroit.com

Lancée au début de la semaine, la Fondation des écoles catholiques du Centre-Est démarre avec un premier don de 2000 \$ de la compagnie Solutions scolaires, mais les responsables aimeraient amasser 50 000 \$ dès la première année.

Selon le directeur du collège catholique Samuel-Genest, Réal Charette, plusieurs étudiants ont du mal à défrayer les frais de certains articles scolaires. Et il faut parfois fournir de l'aide alimentaire à certaines familles.

« Plus de 150 élèves ont bénéficié de notre programme d'uni-

formes usagés parce que leurs parents ne pouvaient pas payer l'uniforme de l'école. Il nous arrive aussi d'offrir des bons d'achats à certains élèves. On ne laissera pas un étudiant à l'école pendant que les autres sont partis en voyage éducatif parce que ses parents n'ont pas les moyens de payer. On trouve un moyen de l'amener quand même », a expliqué M. Charette.

Il rappelle d'ailleurs que le coût élevé du logement, les salaires modestes de certains parents et la situation précaire de certains immigrants sont autant de facteurs pouvant expliquer les difficultés financières des familles.

C'est l'ancienne directrice de l'éducation du conseil scolaire et actuelle présidente de La Cité collégiale, Lise Bourgeois, qui a eu l'idée de créer la fondation.

La directrice générale de la

fondation, Sylvie Tremblay, espère pouvoir amasser un montant de 50 000 \$ au courant de la première année.

« Nous allons solliciter les professeurs et membres du personnel du conseil scolaire, car ils sont déjà sensibilisés à la cause des enfants. Les gens pourront aussi contribuer à la fondation à travers le site Canadon.org ainsi qu'en faisant un don à Centraide d'Ottawa en spécifiant que l'argent doit aller à notre fondation. On peut aussi faire un don en mémoire d'un être cher. Nous utiliserons l'argent amassé pour de l'aide directe d'urgence, mais aussi pour faciliter l'accès à des projets spéciaux », a-t-elle précisé.

Avec le fonds d'urgence, la fondation pourrait aider 175 enfants en leur versant une aide financière maximale de 200 \$ chacun, alors que le programme des événements spéciaux pourrait toucher un nombre encore plus grand d'étudiants.

Les parents qui aimeraient recevoir une aide financière de cette fondation doivent s'adresser à la direction de leur école.

CINQ ANS POUR LE MUSÉOPARC



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

Mardi était une journée importante pour Diane Doré, présidente du conseil d'administration du Muséeoparc Vanier. On a alors célébré le cinquième anniversaire du musée. Créé le 11 octobre 2006, le Muséeoparc a pour objectif de mettre en valeur la richesse patrimoniale de ce quartier – et ancienne ville – francophone d'Ottawa. Situé au cœur du parc Richelieu, il est le seul musée francophone d'Ottawa, et l'un des rares de la province à s'intéresser à la francophonie.

CONCOURS

Pour participer, rends-toi sur metierdetesreves.com ou sur facebook.com/metierdetesreves et cours la chance de gagner des billets pour assister au spectacle de lancement du Salon animé par Philippe Laprise.

LeDroit et *CKO104.7* présentent :

LE MÉTIER DE TES RÊVES

8, 9, 10 novembre 2011
Centre Robert-Guertin
Salon de la formation professionnelle et de la formation technique en Outaouais

Québec

LEDROIT, LE VENDREDI 14 OCTOBRE 2011

FRANCO *plus*

Élargir l'espace francophone

L'« agent » Bourdeau en mission



SAMUEL BLAIS-GAUTHIER
sbgauthier@ledroit.com
correspondant régional

Franco-Ontarien de conviction, convainquant et convaincu, il est un des rares agents de l'« unité d'élite » du projet « Élargir l'espace francophone ». En Ontario, ils ne sont que quatre en mission spéciale. Et lui, on l'appelle Bourdeau. Daniel-Pierre Bourdeau, agent de liaison communautaire de l'est de l'Ontario.

« Je me promène constamment avec mes antennes en mode radar. Je suis toujours à l'affût de nouvelles idées pour intégrer le secteur de l'éducation de langue française à toutes les sphères de la communauté, justement pour assurer la vitalité de la communauté francophone de l'Ontario. C'est ça, élargir l'espace francophone. On me demande d'apporter une pierre au mur avec un poids différent pour bâtir une fondation solide », explique-t-il.

Comment ? En tirant, par exemple, une chaise à de jeunes étudiants engagés au congrès annuel provincial de l'Association française des municipalités de l'Ontario (AFMO). Réunir à la même table élus municipaux et élèves, c'était son idée. Et il l'a vu se concrétiser en septembre dernier.

Mise sur pied en 2007 par le ministère de l'Éducation de l'Ontario, d'abord pour un mandat de deux ans, l'équipe du projet « Élargir l'espace francophone »



« Je me promène constamment avec mes antennes en mode radar. Je suis toujours à l'affût de nouvelles idées », raconte Daniel-Pierre Bourdeau, agent de liaison du projet « Élargir l'espace francophone ».

œuvre à bâtir des ponts entre les 12 conseils scolaires de langues françaises de l'Ontario et leur milieu. Couronnée de succès, l'initiative a été reconduite pour une autre année et une autre encore. Le projet entame maintenant sa cinquième année.

L'équipe d'« Élargir l'espace

francophone » a par ailleurs vu ses travaux reconnus et qualifiés de « pratiques exemplaires » par le Commissaire aux services en français de l'Ontario, François Boileau, dans son dernier rapport annuel.

De ses « bons coups », M. Bourdeau cite le partenariat tissé

entre les trois conseils scolaires francophones de l'est de l'Ontario et la fondation Tim Hortons, qui a permis à plus de 300 jeunes franco-ontariens de la région moins bien nantis de participer à un camp d'été où des activités étaient offertes dans leur langue. Ou encore, poursuit-il, l'ajout

graduel d'une programmation en français dans certains centres YMCA de la province.

L'« effet Wal-Mart »

« Il faut le demander. Il faut prendre sa place, pas la place des autres, mais simplement la place qui nous revient. Je crois, permettez-moi l'exemple, que les services en français en Ontario c'est un peu comme le phénomène Wal-Mart : ouvrez-en un et les gens vont se bousculer au portillon », estime Daniel-Pierre Bourdeau.

Il refuse cependant de se voir comme un revendicateur. « Car les francophones en Ontario ne sont pas en mode survie, ils sont là et bien là », dit-il.

« La génération franco-ontarienne de mon père a creusé avec ardeur la fondation d'une grande piscine. Les Francos de ma génération ont été les porteurs d'eau de cette piscine et ont contribué à la remplir. La génération de la relève a aujourd'hui une belle piscine d'un bleu azur, ils doivent l'apprécier et en profiter, tout en gardant l'œil ouvert pour trouver d'autre endroit où les Franco-Ontariens sont à tort absents », affirme M. Bourdeau.

Cette flamme franco-ontarienne, dit-il, elle s'est attisée au fil de ses 30 années de carrière dans le milieu de l'éducation où il a d'abord été enseignant, puis directeur d'école.

« Tout au long de mon parcours en éducation, chaque jour, c'est comme si on me trempait dans cette source franco-ontarienne. Jusqu'à finalement transpirer ce désir de vivre ma francophonie et de transmettre le flambeau que je continue de porter en moi », raconte M. Bourdeau.

LEDROIT, LE VENDREDI 14 OCTOBRE 2011



LeDroit

la cité collégiale

CONSEIL DES
FOUR RAYONS
DU CENTRE-EST
LE MEILLEUR CONSEIL

CCRCO

Conseil scolaire de
district catholique
de l'Est ontarien

Conseil des
écoles publiques
de l'Est de l'Ontario

LE HOCKEY, NOTRE RAISON D'ÊTRE

TOUGH





mardi
18 oct. à 19 h 30

Le hockey pour vaincre le cancer





jeudi
20 oct. à 19 h 30

Soirée Rebienvenue aux Jets commanditée





samedi
22 oct. à 19 h

Soirée d'ouverture des enfants et



Obtenez 4 billets, 4 hot dogs et 4 boissons à partir de seulement 99 \$!*



EN COLLABORATION AVEC





LE HOCKEY, NOTRE RAISON D'ÊTRE

COMMANDEZ MAINTENANT AU **CAPITALTICKETS.CA**
ou 613-599-FANS (3687) | 877-788-FANS (3687) | O la Billetterie de la Place Banque Scotia™
ou aux Boutiques des Sénateurs™ | Les Galeries de Hull

LA BOUTIQUE DES SÉNATEURS

Procurez-vous votre chandail d'époque des Sénateurs d'Ottawa à la Boutique des Sénateurs™, et recevez un coffret-cadeau de collection, un écusson 20^e anniversaire, un autocollant amovible ainsi qu'une paire de billets pour un match. Une valeur de 200 \$ pour seulement 129,99 \$ (taxe en sus).

* Les taxes et les frais de remplacement et de commande (FIMA) sont inclus. Frais de service additionnels en sus. Certaines conditions peuvent s'appliquer. L'offre est disponible pour certains matchs sélectionnés. ** Certaines conditions peuvent s'appliquer. Jusqu'à épuisement des stocks. MD Marque déposée de Capital Sports & Entertainment Inc. MC Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse. Marque de commerce utilisée avec l'autorisation et sous le contrôle de La Banque de Nouvelle-Écosse.

DENIS GRATTON dgratton@ledroit.com
613-562-7531



Le Roi n'est plus

Il m'arrive de m'ennuyer d'Aylmer. J'ai vécu dans ce secteur de Gatineau pendant cinq ans avant de rentrer chez moi, à Vanier, en juillet dernier.

Je ne regrette rien. Mais il m'arrive parfois de m'ennuyer du Vieux-Aylmer. Ses maisons historiques, ses arbres centenaires, la quiétude de l'endroit, la rue Principale avec ses boutiques et ses restaurants, la marina, la plage, le parc des Cèdres. Et ses gens. Surtout ses gens.

Le Vieux-Aylmer est certes l'un des plus beaux endroits de Gatineau. Ça me manque parfois.

Et je m'ennuie aussi des défilés. Parce qu'Aylmer est le secteur des défilés. Vous ne le saviez pas? Eh bien, oui. Qui dit Aylmer dit parade.

Il y a la populaire parade du Père Noël, en décembre. Impérial français a son défilé écolo, le 24 juin, pour la Saint-Jean et pour ouvrir le festival Outaouais en fête. Puis il y a les défilés hebdomadaires des vendredis soirs et des samedis matins.

Pour voir ces derniers défilés, il faut habiter à proximité de la rue Dalhousie, à deux pas de la rivière des Outaouais.

Il s'agit de défilés d'autos plaquées en Ontario. Des gens qui se rendent à leur chalet dans le Pontiac, ou encore au terrain de camping provincial de l'Ontario à Fitzroy Harbour, de l'autre côté de la rivière des Outaouais. Une petite traversée d'à peine cinq minutes sur le traversier de Quyon et vous y êtes.

Mais pourquoi tous ces gens empruntent-ils la rue Dalhousie – une rue située dans un secteur résidentiel – plutôt que de poursuivre leur route sur la 148?

Pour se procurer de la bière à un prix dérisoire au dépanneur Gravelle, mieux connu sous le nom «Le Roi d'la bière». C'est ce qu'on peut lire sur l'affiche qui trône devant ce magasin: Marché Gravelle – Le Roi d'la bière!

Les Ontariens viennent par centaines à ce dépanneur durant les week-ends. Oui, par centaines, je n'exagère pas. L'été, on vend tellement de caisses de bière à cet endroit que le propriétaire, Denis Gravelle, doit les empiler sur le trottoir, faute de place dans son magasin. C'est hallucinant.

Ils ne sont pas fous, ces Ontariens. Quand une caisse de bière coûte 35 \$ dans les Beer Store à Ottawa et que cette même caisse de bière coûte moins de 22 \$ au «Roi d'la bière»... ça vaut l'étoile, comme disait un marchand de meubles.

Pourquoi je vous parle de tout ça ce matin?

Parce que c'est une page d'histoire qui se tournera à Aylmer le 1^{er} novembre prochain. Les propriétaires du «Roi d'la bière», Denis Gravelle et son épouse Diane, ont vendu leur commerce. Ils

remettent les clés au nouveau propriétaire le 1^{er} novembre.

Bref, le roi accroche sa couronne. Et son ouvre-bouteilles.

«J'ai bien hâte à la retraite», m'a dit Denis Gravelle, hier. «Mais en même temps, j'avoue que j'ai un petit pincement au cœur. Ça fait presque 55 ans que ce magasin est dans ma famille. Mon père l'a eu pendant 13 ans, ma sœur a pris la relève pendant 13 autres années, et moi et Diane sommes ici depuis 28 ans. C'est une grosse partie de nous qu'on laissera derrière. Diane a souvent une larme à l'œil ces jours-ci.



PATRICK WOODSBURY, LeDroit
Diane et Denis Gravelle devant leur dépanneur, à Aylmer.

— Et qu'allez-vous faire maintenant? Est-ce que l'heure de la retraite a sonné?

— Oui monsieur! J'ai 60 ans et Diane en a 58, c'est le temps de la retraite pour nous. La vraie de vraie retraite! On rentre à notre chalet de Otter Lake. Et l'hiver, on pourra enfin prendre des vacances. C'est quelque chose qu'on n'a jamais pu faire en 28 ans. Ça va nous faire tout drôle.

— Et à qui avez-vous vendu votre commerce?

— À un couple chinois. Ils semblent bien gentils. Lui parle un peu le français et son épouse le parle très bien.

— Et préparez-vous quelque chose de spécial pour vos plus fidèles clients?

— Ce sera difficile. C'est très occupé ici.

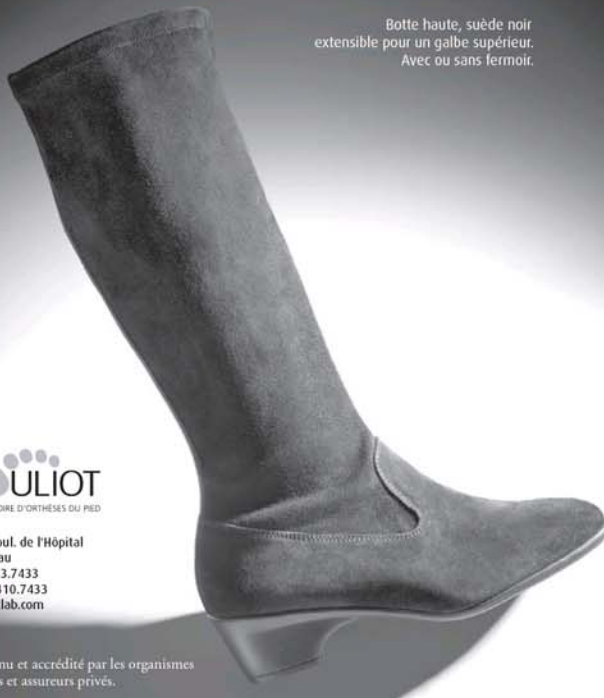
— Oui, j'ai cru remarquer...

— Mais le nouveau propriétaire prend le magasin le 1^{er} novembre et je serai ici jusqu'au 15 novembre. Donc je vais peut-être organiser un petit quelque chose entre le 1^{er} et le 15. J'aimerais vraiment faire quelque chose de spécial pour mes clients. Il faut que je les remercie d'une façon ou d'une autre. Diane et moi ne pouvons pas juste quitter après 28 ans sans leur dire merci. Je vais y voir.

— Bonne retraite, ô mon roi.

— (Rires). Merci Denis.»

Orthèses avec élégance



Botte haute, suède noir extensible pour un galbe supérieur. Avec ou sans fermoir.

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

430, boul. de l'Hôpital
Gatineau
819.243.7433
1 888 310.7433
pouliotlab.com

Reconnu et accrédité par les organismes publics et assureurs privés.

LEDROIT, LE VENDREDI 14 OCTOBRE 2011

14 octobre 2011 | Le Droit

Il reste beaucoup de travail à faire

À l'occasion du Mois de la sensibilisation aux troubles d'apprentissage, des souvenirs me revenaient.

Ma fille a terminé récemment un diplôme de deux ans à la Commission scolaire des Draveurs. On m'invite à rencontrer la direction pour parler de ses troubles d'apprentissage. Je n'y croyais pas, mais je suis allée quand même. J'ai eu l'impression qu'au moins un des deux professeurs ne croyait pas à la réussite de ma fille, insistant pour dire que la deuxième année serait très difficile.

Au cours de ses deux ans, ma fille a senti de la pression pour arrêter. Elle ne s'est pas sentie appréciée. Les professeurs étaient plus portés à aider ceux qui avaient une certaine facilité. C'est plus facile et moins de trouble. Quand elle demandait des explications, en général, on lui répondait qu'on expliquerait en groupe. Ces explications ne venaient pas souvent. Mais les plus choyés avaient droit à des explications privées. Si ma fille a réussi son diplôme, c'est grâce à sa persévérance, sa ténacité et notre encouragement.

En deux ans, une seule fois ma fille est arrivée en retard à l'école, une affaire de 20 minutes, pas plus. Son professeur lui a dit qu'elle ne pouvait entrer avant la pause car c'est le règlement. Elle a raté deux heures de cours. La professeure ne pouvait pas lui donner les explications d'un cours de deux heures en quelques minutes. La directrice a dit que l'école n'avait pas de cadeau à faire à ma fille et que tout le monde était traité de la même façon. Je ne lui avais pas demandé de cadeau, mais une solution qui aurait pu aider ma fille. Il me semble qu'il devrait y avoir plus de flexibilité. Et je sais que des « favoris » sont entrés malgré ce règlement.

Je sais qu'il existe d'excellents professeurs compréhensifs. Malheureusement, ma fille n'a pas eu la chance d'en côtoyer plusieurs.

Je ne voulais qu'exprimer les frustrations que ma fille a vécues et nous aussi comme parents, par le fait même. S'il y avait plus de sensibilisation, de flexibilité et d'aide dans les écoles, les élèves seraient plus encouragés à compléter un diplôme dans un domaine de leur intérêt et la société ne s'en porterait que mieux. Colette St-Hilaire,

Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

TÉMOINS D'UN ÉVÉNEMENT
VOUS AVEZ DES NOUVELLES, DES PHOTOS D'ACTUALITÉ ?
 613-562-0333
 nouvelles@ledroit.com

MÉTÉO en détails PAGE 42.

Pluvieux.

Max. 21 Min. 11

NOUS JOINDRE
 Renseignements généraux: 613-562-0111

Rédaction
 nouvelles@ledroit.com 613-562-0333

Abonnements et livraison du journal
 tirage@ledroit.com 613-562-0555
 www.cyberpresse.ca/abonnement 1 800-267-6961
 Lundi au vendredi: 6 h — 16h30
 Samedi: 7 h — 12 h

Publicité (annonces commerciales) 613-562-7747
 Lundi au vendredi: 8h30 à 16h30

Petites annonces
 petitesannonces@ledroit.com 613-562-0222
 necrologie@ledroit.com 1 800-267-9555
 Lundi au vendredi: 8 h — 19 h
 Samedi: 8 h — 12 h

SOMMAIRE

Actualités	15	Horoscope	16
Arts	26	Loteries	23
Détente	16	Nécrologie	38
Économie	21	Petites annonces	32
Éditorial	12	Sports	39
Forum	13	Statistiques	42

Le quotidien LeDroit est publié et édité par LeDroit, une division de 3834310 Canada Inc dont le siège social est sis au 47 rue Clarence Bureau 222 à Ottawa, Ontario, K1G 3J9. LeDroit est imprimé à Gatineau par la compagnie Qualimax, propriété de Transcontinental.



Sur le web
ledroit.cyberpresse.ca

QUESTION DU JOUR
 Êtes-vous en faveur d'une loi spéciale pour régler le conflit de travail à Air Canada?
Oui — 48% Non — 52%
710 votes

TWITTER
 Suivez LeDroit sur Twitter au www.twitter.com/CybLeDroit.

LEDROIT, LE VENDREDI 14 OCTOBRE 2011

Enquête sur le meurtre de Valérie Leblanc, le 23 août dernier

La police publie un portrait-robot

JONATHAN BLOUIN
 joblouin@ledroit.com

Près de deux mois après le meurtre de la jeune Valérie Leblanc, la police de Gatineau a finalement rendu public le portrait-robot d'un «témoin important», hier, dans l'espoir de faire progresser l'enquête.

Selon les policiers, cette personne aurait été aperçue par plusieurs témoins près du lieu où le corps de l'étudiante de 18 ans a été retrouvé, le 23 août dernier, dans un boisé situé derrière le campus hullois du Cégep de l'Outaouais.

L'homme activement recherché est de race blanche, âgé entre 20 et 35 ans et s'exprime en français sans accent. Il mesure entre 5' 10" et 6" et pèse au moins 200 livres.

Plusieurs personnes rencontrées ont affirmé que l'individu était costaud et avait un «petit ventre» — sans toutefois être obèse —, en plus d'avoir de grosses mains. Joufflu, il a un nez et un menton assez pointu, des sourcils fournis et les cheveux foncés.

Au moment des faits, il n'avait ni barbe, ni moustache. L'homme avait un teint légèrement olive, comme s'il «n'était pas en santé». L'individu recherché marchait aux côtés d'un vélo de montagne à gros pneus noirs, avec un guidon droit.

«L'individu pourrait avoir modifié son apparence (depuis le mois d'août). Selon des témoins qui l'ont croisé, il avait un regard inquiétant et intimidant», a affirmé en conférence de presse, hier, le sergent Jean-Paul Le May.

Questionné à savoir si ce «témoin» était la seule piste que possédaient les enquêteurs, le sergent Le May s'est contenté d'affirmer que, pour le moment, les policiers se concentraient à le retracer. Pour l'instant, aucune preuve ne le relierait au meurtre.

Sa description est presque identique à



En compagnie de la mère de Valérie Leblanc, Julie-Charron, les policiers gatinois ont rendu public le portrait-robot d'un «témoin important» de l'enquête, hier.

celle que les enquêteurs avaient rendue publique au début du mois de septembre. «À l'époque, il nous manquait certains détails pour le portrait-robot», a expliqué le porte-parole de la police de Gatineau, Pierre Lanthier.

Ce dernier affirme que l'enquête progresse et que la police analyse toutes les informations reçues du public. Depuis le mois d'août, plus de 500 renseignements ont été communiqués aux enquêteurs.

Une récompense

Grâce à des dons anonymes, l'organisme Jeunesse au Soleil offrira une récompense pouvant aller jusqu'à 10 000 \$ pour des informations qui mèneront à l'arrestation et la condamnation du meurtrier.

Au cours des prochains jours, le portrait-robot sera affiché à divers endroits dans le quartier Mont-Bleu. La police

utilisera également les médias sociaux pour rejoindre le plus grand nombre de personnes possible. «Le portrait-robot sera affiché sur notre page Facebook. À ma connaissance, c'est la première fois qu'on se sert autant des réseaux sociaux. Beaucoup de personnes sont là-dessus et nous l'utiliserons pour en rejoindre le plus possible», a ajouté M. Lanthier.

La police de Gatineau assure que toutes les informations communiquées seront traitées avec confidentialité, ajoutant qu'il était possible de procéder par téléphone et courriel. Une ligne dédiée à cette enquête a été mise sur pied au 819-243-2346, poste 6677.

«Souvent, les gens hésitent à contacter la police. Ils croient qu'ils nous font perdre notre temps ou que nous possédons déjà une information. Mais lorsqu'ils se questionnent sur un détail, c'est un signe qu'ils devraient nous appeler».

La mère lance un nouveau cri du cœur

JONATHAN BLOUIN
 joblouin@ledroit.com

«Quelqu'un, quelque part, le connaît, sait qui il est et où il vit. Si tout le monde nous aide, nous retrouverons cette personne.»

La mère de Valérie Leblanc a lancé un cri du cœur aux Gatinois, hier, pour retrouver le «témoin important» recherché depuis plus de six semaines par les policiers.

Pour une deuxième fois depuis le début du mois d'octobre, Julie Charron a rompu

le silence. Accompagnée des policiers, hier, la mère de la victime a encouragé les citoyens à communiquer avec les enquêteurs, s'ils croient détenir des informations qui pourraient permettre d'élucider «le crime horrible» commis à l'endroit de sa fille.




«Je vous demande de prendre une minute pour regarder attentivement le portrait-robot que les policiers viennent de rendre public. Passez en revue, dans votre tête ou avec vos proches, toutes les personnes que vous connaissez ou que vous croisez dans votre quartier. Regardez vos voisins,

les amis de vos enfants, vos collègues de travail, vos employés, des clients qui visitent votre commerce ou des cyclistes que vous avez déjà croisés à Gatineau, a-t-elle supplié.

«Prenez cette minute pour déterminer si cette personne ressemble à l'homme (qui figure sur le portrait-robot).»

M^{me} Charron a avoué que les dernières semaines avaient été difficiles. «Ma fille a perdu la vie, les nôtres ont été chamboulées pour toujours. Je vous supplie de prendre le téléphone ou de vous rendre à un poste de police.»

OUVERT AU GRAND PUBLIC TOUS LES JOURS...

 PAL PILON On revient toujours chez Pilon! 5 boul. Montclair, secteur Hull 819 771-5841 ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30 et le samedi de 7 h 30 à 13 h www.pal.ca	 LALIZON Merisier select 2 1/4" 340\$ le pi. car. Chêne pacific 2 1/4" 402\$ le pi. car. Venez voir notre salle de montage! Venez à la belle saison!	 RENOSTONE PIERRES JR. ARRISCRIFT PERMACON À partir de 263\$ Représentant sur place le samedi 15 octobre de 8 h à 12 h PRÉSENTATION Rangement simple & écologique	 SYSTÈME 20V MAX* AU LITHIUM-ION 	 BOIS TRAITÉ PRO DEK 2" x 4" x 8 pi. 3,98\$ 2" x 6" x 8 pi. 6,91\$ 1 1/4" x 6" x 8 pi. 4,98\$ 4" x 4" x 8 pi. 9,08\$ 2" x 8" x 8 pi. 9,08\$ 6" x 6" x 8 pi. 23,55\$	 LAINE ISOLANTE R12-15 15" x 47" Couvre 88,10 pi car. 23,88\$ R20 15" x 47" Couvre 49 pi car. 22,88\$ CELLFORT 200 R-5 1" x 2" x 8' = 11,88\$ R-10 2" x 2" x 8' = 23,76\$	 PLANCHER FLOTTANT Quality Craft 9,25 mm 2,08\$ le pi. car. ILLUSION 8,3 mm (3 couleurs) 98¢ le pi. car. Venez à la belle saison! CERAMIQUE 3/8" x 12" x 24" À partir de 2,54\$ le pi. car.
---	---	--	--	---	--	--

14 octobre 2011 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT

Mcguinty nommera ses ministres le 20 octobre

Fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Le premier ministre Dalton McGuinty fera connaître, le 20 octobre, la composition de son prochain conseil des ministres. Un conseil qui s'annonce plus petit, alors que l'incertitude économique continue de planer sur l'Ontario.



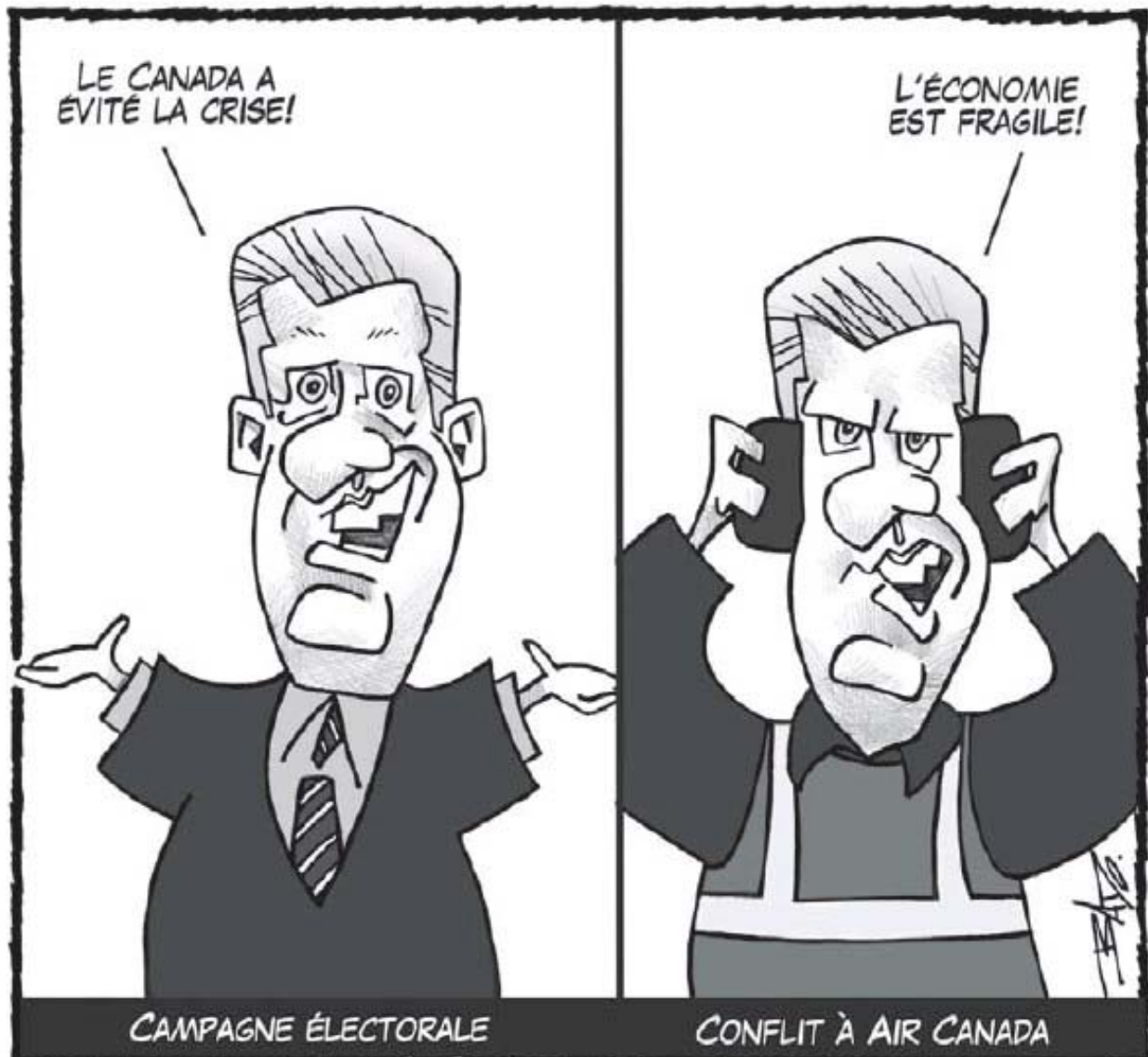
À part Dwight Duncan aux Finances, aucun des ministres du précédent gouvernement libéral n'a été reconduit dans ses fonctions ou promu à de nouvelles fonctions depuis les élections du 6 octobre. M. McGuinty devra brasser ses cartes, alors que trois de ses anciens ministres n'ont pas été réélus. Il devra remplacer Leona Dombrowsky à l'Éducation, John Wilkinson à l'Environnement et Carol Mitchell à l'Agriculture et aux Affaires rurales. Hier, M. McGuinty a promis que son prochain conseil des ministres fera de l'économie et de l'emploi ses priorités, rappelant du même souffle qu'il a demandé à M. Duncan de préparer une mise à jour économique le plus tôt possible. « Lorsque la récession de 2008 a frappé, nous avons agi promptement et travaillé de concert avec les gouvernements fédéral et américain afin de protéger les travailleurs du secteur automobile et leurs familles. Et aujourd'hui, nous ne perdons pas de vue notre objectif », a déclaré le premier ministre. À la dissolution de l'Assemblée législative, la région d'Ottawa comptait deux ministres, Bob Chiarelli et Madeleine Meilleur, en plus de M. McGuinty. On peut s'attendre à ce que Mme Meilleur soit reconduite dans ses fonctions de ministre déléguée aux Affaires francophones, un poste qu'elle occupe depuis 2003.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 octobre 2011 | Le Droit

1812 ? Parlons-en !

Le gouvernement Harper veut parler de la guerre de 1812 ? Eh bien, parlons-en. Rappelons quelques pertinents chapitres de ce conflit, sur lesquels les historiens du Parti conservateur n'insisteront certainement pas. D'abord, il s'agissait d'une guerre entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ni la population canadienne-française ni la population américaine n'en voulaient.



Aux États-Unis, le Massachusetts et le Connecticut ont refusé de fournir leur quotepart de soldats et, dans toute la Nouvelle-Angleterre, fusaient des menaces de quitter la fédération américaine. Nos voisins du Sud étaient profondément divisés. Au Canada, et plus particulièrement au Bas-Canada (le Québec d'aujourd'hui), l'opposition à cette guerre était vive. Les Canadiens français n'étaient pas chauds à l'idée de prendre les armes pour le conquérant britannique. Sur une soixantaine de conscrits à La Prairie, la moitié seulement se sont présentés et les autres ont déserté le premier jour.

Quand les militaires britanniques ont arrêté des conscrits récalcitrants, des centaines de Canadiens

français armés ont menacé de prendre d'assaut les prisons pour les libérer. Après un ultimatum des autorités britanniques, un campement de 1500 Canadiens français défiants était établi aux abords du Mont-Royal. Il a fallu des affrontements violents et des victimes, ainsi qu'une propagande intense pour finalement réussir à imposer la conscription aux francophones. Tout ça était connu des Américains et a probablement contribué à leur faire croire à une invasion facile du Québec.

Et puis il y a la célèbre bataille de Châteauguay, avec son héros authentique, le lieutenant-colonel Michel de Salaberry. Le gouvernement utilise aujourd'hui cette victoire sur les Américains — voire cette guerre tout entière — pour donner l'impression d'une certaine unité entre francophones, anglophones et Autochtones, une espèce de jalon vers la confédération de 1867. On pousse l'audace jusqu'à y voir une pierre d'assise de l'identité francophone du Québec contemporain.

Dans la bataille de Châteauguay, quelques centaines de miliciens, à plus de 90 % Canadiens français, ont mis en déroute une force américaine de plus de 7000 hommes. Une des défaites les plus humiliantes de l'histoire des États-Unis. Mais on ne rappellera pas trop souvent que Salaberry a dû recruter personnellement ses « Voltigeurs » canadiens, qu'il n'a reçu à peu près aucun soutien (on lui a même nuï, à l'occasion) de l'état-major britannique, qu'on avait limité à 300 le nombre des miliciens faute de fonds, et que le gouverneur britannique a tenté par la suite de diminuer la gloire de Salaberry.

Alors quand on vient nous parler d'identité francophone et quand le ministre James Moore affirme que « les efforts héroïques de ceux qui se sont battus pour notre pays (sic) durant la guerre de 1812 ont façonné l'histoire du Canada tel que nous le connaissons aujourd'hui : un pays libre et indépendant, doté d'une monarchie constitutionnelle et de son propre système parlementaire », c'est de la bouillie pour les chats. L'oppression britannique est demeurée aussi forte et il a fallu une rébellion en 1837-38 pour mettre véritablement en branle un mouvement accéléré vers un gouvernement responsable.

Pour ce qui est de l'identité francophone du Québec et du Canada, personne ne conteste que les Américains, eussent-ils été vainqueurs, auraient tenté par la suite d'assimiler les francophones. Ce que l'on escamote, c'est qu'à peu près tout a été mis en oeuvre — par les Britanniques d'abord, puis par les gouvernements du Canada et des provinces à majorité anglaise — pour arriver au même résultat dans le siècle et demi qui a suivi la guerre de 1812. Rapport Durham, lois répressives, interdiction des écoles françaises et plus !

Alors qu'on arrête de nous casser les oreilles avec un faux discours patriotique fondé sur une interprétation pour le moins tendancieuse du passé. Qu'on souligne les grands événements historiques, y compris la guerre de 1812, soit. Mais pas en réécrivant les manuels d'histoire.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 14 Oct 2011 | Ottawa Citizen | LEE BERTHIAUME | POSTMEDIA NEWS

42 schools for Pakistan unbuilt after 5 years 2

CIDA seeking a new firm for project

Five years after Canada promised to build 42 schools to help Pakistan recover from an earthquake that killed tens of thousands, the buildings are still in the planning stages, with no timeline for completion.

The \$20-million project was announced originally in October 2006, one year after a magnitude 7.6 earthquake, centred in Kashmir, killed an estimated 73,000 people.

At the time, the Canadian International Development Agency described the project as a major priority.

"Rebuilding the education sector is the government of Pakistan's second-highest priority, after housing, in its reconstruction efforts in the earthquake-affected area," said a CIDA document describing the project.

A total of 42 earthquake-resistant primary and secondary schools — including a girl's college — were to be built.

CIDA documents indicate a U.S.-based company, CDM Constructors Inc., was at one point tapped to design and lead construction of the schools.

And a Pakistani news report from this past February cited Canadian diplomats there as saying CDM was almost finished with the design phase and that the modern buildings would be ready in about three years.

In August, however, CIDA indicated it was searching for a new company to take over the project, including the work of designing the buildings.

CIDA Minister Bev Oda acknowledged on Thursday that progress has stalled.

"We have done some investigating and found that there are many challenges there," she told reporters during a call from Haiti.

"Not the least is establishing and getting good bids in to provide the kind of quality school that Canada wants to build there.

"So we had to restart the process and we are in the process of now receiving bids and contracts will be given out and Canada will complete its commitment."

Oda could not say during the call when construction would begin.

Earlier this week, Postmedia News reported that a Canadian promise to build an \$18-million national police academy in Haiti three years ago also had seen no movement.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.